

## Nouvelles pratiques sociales



# La place des mouvements sociaux dans la dynamique politique actuelle

Henri Lamoureux

Volume 21, numéro 2, printemps 2009

Les médiations en question

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/038972ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/038972ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN

0843-4468 (imprimé)

1703-9312 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Lamoureux, H. (2009). La place des mouvements sociaux dans la dynamique politique actuelle. *Nouvelles pratiques sociales*, 21(2), 222–229.  
<https://doi.org/10.7202/038972ar>

Tous droits réservés © Université du Québec à Montréal, 2009

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**érudit**

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

# La place des mouvements sociaux dans la dynamique politique actuelle

---

Henri LAMOUREUX  
Socioéthicien et écrivain

## INTRODUCTION

J'ai lu avec beaucoup d'attention et d'intérêt le texte produit par Pierre Beaudet portant sur les contraintes et les défis de ce qu'il nomme « le mouvement social ». J'en ai retenu quelques grands énoncés qui me semblent résumer l'essentiel des propos de l'auteur.

Dans un premier temps, le professeur à l'Université d'Ottawa rappelle l'importance qu'ont pris les mouvements sociaux dans le développement d'une dynamique politique qui fut d'abord oppositionnelle un peu partout sur la planète. Dans plusieurs régions du monde, cette expression de la société civile a conduit à l'émergence ou la consolidation de relais politiques qui, tant en Amérique latine qu'en Europe de l'Est, ont accédé démocratiquement au pouvoir. Les exemples du Brésil, du Venezuela et de l'Équateur viennent évidemment spontanément à l'esprit et c'est d'ailleurs essentiellement le modèle latino-américain qui sert de canevas à l'analyse de Beaudet.

Dans un deuxième temps, l'auteur suggère que les mouvements sociaux constituent en eux-mêmes une force politique qui malgré son hétérogénéité semble capable à la fois de soutenir certaines formations partisans et de s'en démarquer si nécessaire.

Troisièmement, Beaudet souligne la capacité des mouvements sociaux à s'ajuster aux nouvelles réalités, ce qui conduit à la construction d'un archipel toujours plus vaste et diversifié d'organisations fondées sur les besoins réels et les préoccupations majeures des populations.

Quatrièmement, l'auteur soutient que ces organismes formant une part très importante de la société civile exercent une fonction politique évidente qui se démarque cependant des modèles antérieurs dominés par l'avant-gardisme et une conception plus ou moins élitiste de l'autorité politique. En prime, les mouvements sociaux auraient découvert des méthodes de lutte plus appropriés, voire plus efficaces que la violence révolutionnaire qui a caractérisé les mouvements de résistance et de libération du XX<sup>e</sup> siècle. Parmi ces nouveaux outils de combat, il y a évidemment le réseautage que permet Internet.

Enfin, ces mouvements sociaux seraient plus en phase avec les valeurs privilégiées par les milieux populaires au sens large : solidarité, justice sociale, entraide, autonomie, équité, etc. Ils seraient aussi plus branchés sur les préoccupations quotidiennes des gens : logement, alimentation, santé, éducation, qualité de l'environnement, relations intergénérationnelles, violence, etc.

Cela dit, l'auteur rappelle à juste titre la capacité du néolibéralisme à renaître de ses cendres tel un phœnix, en cannibalisant pourrait-on dire, pour évidemment les servir nappées de sa sauce, les meilleures idées des mouvements sociaux. Dans ce sens, la critique des mouvements sociaux serait utilisée comme principal intrant d'une adaptation permanente du capitalisme aux exigences de l'époque dans une perspective de maintien de sa domination. Les mouvements sociaux auraient donc de ce fait un rôle régulateur important dont une des expressions actuelles serait le libéralisme social qualifié aussi de blairisme ou de « capitalisme à visage humain ».

Un renversement de perspective politique fondamental découle donc de cette analyse, rejoignant en partie la perspective gramscienne, mais aussi certains aspects de la logique anarchiste autogestionnaire. Ainsi, ce « mouvement social » n'est plus la courroie de transmission d'un parti révolutionnaire, mais l'élément essentiel d'une dynamique de changement social dont le parti n'est qu'une composante. En d'autres termes, le parti devient le relais de préoccupations citoyennes et, faute de remplir correctement cette fonction, est voué à l'échec, les forces l'ayant porté au pouvoir le laissant tomber au profit d'autres relais.

Si je rejoins Beaudet en ce qui concerne l'importance politique et sociale actuelle des mouvements sociaux, je me permets d'apporter certaines nuances et d'autres éléments de réflexion, la sienne me semblant à la fois un peu trop théorique, pour ne pas dire hermétique, insuffisamment fondée sur l'expérience québécoise et un peu trop latino-centrée. J'ajouterais qu'elle gagnerait également à plus de clarté aux plans conceptuel et linguistique.

## MOUVEMENT SOCIAL ET MOUVEMENTS SOCIAUX

L'impression qui se dégage du texte de Beaudet, c'est qu'il existerait une telle chose qu'un « mouvement social » dont on ne sait trop s'il est le produit de l'addition des mouvements sociaux ou une créature autonome exprimant la réalité d'une population en réaction contre les formes traditionnelles de l'exercice politique.

Cette difficulté de présentation ou d'interprétation au plan conceptuel brouille les cartes et nuit à la compréhension de la dynamique qui agite aujourd'hui la société civile ici et ailleurs dans le monde. D'abord, admettons avec d'autres qu'un mouvement social se qualifie par certains traits: *a)* un combat collectif s'inscrivant dans la logique du conflit et de la résistance à des facteurs d'exclusion et de domination; *b)* des enjeux reliés à une recherche de cohérence éthique entre des valeurs reconnues socialement – les chartes et déclarations de droits – et des modes de normalisation incohérents; *c)* une participation aléatoire et imprévisible dans sa durée de la part des citoyennes et des citoyens engagés; *d)* une volonté de transformation sociale souvent circonscrite à des enjeux particuliers plutôt qu'à une transformation structurelle globale; *e)* l'hétérogénéité aux plans idéologique et de l'identité de classe.

De plus, il existe, pourrait-on dire, deux grands archipels de mouvements sociaux qui semblent dominés chacun par des *a priori* idéologiques généraux concurrents, parfois irréconciliables: un certain progressisme affirmant la nécessité de lutter contre l'injustice au nom de l'égle humanité des personnes; un conservatisme plus ou moins affirmé fondant l'action sur des considérations relevant de croyances religieuses axées sur le caractère absolu de certaines valeurs induites par Dieu et ses prophètes: respect de l'autorité des représentants de Dieu, humanité à géométrie variable selon son adhésion à la vraie foi, primauté de la responsabilité individuelle, négation *de facto* de l'égalité hommes-femmes. Bref, si des mouvements sociaux progressistes constituent effectivement le fer de lance d'importants changements politiques ici et là, ailleurs, comme au Canada, aux États-Unis, en Europe et au Moyen-Orient, d'autres mouvements sont aussi à l'œuvre pour porter au pouvoir des partis ultra-conservateurs, voire carrément réactionnaires.

Peut-être est-ce à cause de l'acte de naissance proposé, soit la grande rencontre altermondialiste de Porto Alegre, le texte de Beaudet semble présenter les mouvements sociaux comme étant l'expression d'un nouveau progressisme qui tend à s'exprimer plus par l'action citoyenne, ce dont je ne disconviens évidemment pas, mais que je trouve un peu court. Disons tout de suite à ce sujet que d'autres balises, antérieures à cet événement, ont un temps volé la vedette. Je pense évidemment à Solidarność dont l'action universellement saluée par les progressistes a certes permis d'aérer la maison Pologne soumise à un parti totalitaire, mais aussi, paradoxalement, de ramener rapidement le pays de Chopin, de Rosa Luxembourg et de Lech Walesa à un conservatisme frileux dominé par des politiciens réactionnaires et un clergé ressemblant à celui qui dominait le Québec d'avant la Révolution tranquille. On peut aussi se rappeler l'action des refuzniks de l'ancien empire soviétique dont l'action éminemment courageuse fut détournée de son sens pour éventuellement être instrumentalisée par des opportunistes et contribuer au triomphe de la Russie kégébiste de Poutine. Il faut se rappeler le mouvement de lutte contre la guerre au Vietnam, le mouvement de décolonisation et, évidemment, le mouvement étudiant des années 1968-1969 pour comprendre que l'acte de naissance des mouvements sociaux actuels est antérieur à Porto Alegre. En revanche, je suis bien prêt à reconnaître que ce grand rendez-vous marque un moment déterminant pour l'affirmation que non seulement le monde peut se penser autrement, mais que les moyens d'y arriver sont aussi très divers. En fait, Porto Alegre marque une reprise de la confiance en un monde plus juste après la désillusion des espoirs trahis par une gauche molle ayant, mine de rien, rallié le camp ennemi.

## LE QUÉBEC DES MOUVEMENTS SOCIAUX

Le Québec représente sans doute une des terres les plus fertiles pour les mouvements sociaux, mais aussi une des plus belles réussites de ces mouvements. Plusieurs raisons objectives et subjectives expliquent le succès que connaissent les mouvements sociaux québécois, motifs qui, en continuité avec le remarquable travail d'intellectuels comme Rioux, Vadeboncoeur, Dumont et Grand'Maison, mériteraient d'être mieux analysés et compris. Il ne fait aucun doute dans mon esprit que les mouvements sociaux québécois ont joué un rôle déterminant dans l'évolution de notre peuple et qu'ils constituent à n'en pas douter une part très importante de notre spécificité. Plusieurs de nos plus importantes réussites tant au plan social que culturel et économique sont le produit direct de l'action des mouvements sociaux. J'irais même jusqu'à affirmer que le Québec moderne s'est largement pensé en fonction des propositions de développement de ces mouvements, au premier chef, le mouvement syndical. Ainsi, la place des femmes dans notre

société est le produit d'un mouvement des femmes dominé idéologiquement par des militantes féministes qui ont fait preuve d'un courage admirable : lutte pour l'avortement libre et gratuit, réseau de garderies accessibles, égalité juridique, lutte contre la violence sexiste, etc. Fait à noter, le fort mouvement des femmes québécoises s'exprime également dans la plupart des autres mouvements sociaux et cela a sans doute joué un rôle déterminant dans l'organisation et le succès des grandes marches contre la pauvreté et la violence. Le mouvement écologiste québécois est riche de plusieurs victoires et capable d'une solidarité active avec ses homologues canadiens et américains. Dans le domaine de la consommation, les organisations de consommateurs et de consommatrices jouent un indispensable rôle de protection et de défense de droits. Il en va ainsi pour plusieurs organismes qui défendent des groupes sociaux particuliers : personnes ayant des problèmes de santé mentale, personnes affligées d'une déficience intellectuelle, gays, retraités, itinérants, etc.

## **QUELQUES DANGERS DE DÉRIVES DES MOUVEMENTS SOCIAUX**

L'expérience montre qu'ici comme ailleurs, certains dangers menacent la dynamique des mouvements sociaux. J'en retiens quelques-uns dans le désordre, lesquels me paraissent évidents. La première de ces dérives, c'est la bureaucratisation des pratiques. Cela se traduit par des formes d'organisation qui excluent la participation citoyenne au profit d'une nomenclatura communautaire s'autoproclamant interprète des aspirations de « clientèles » particulières. La deuxième est reliée à la première, mais porte sur le rôle et la fonction des experts des mouvements sociaux. Dans ce cas, ces experts, plutôt que de privilégier leur rôle d'éducateurs et d'accompagnateurs des porte-parole élus des mouvements sociaux, préfèrent s'inscrire dans la logique des débats d'experts, opposant leur légitimité et leur intelligence à celle de leurs collègues œuvrant pour les secteurs publics et privés. Cette dérive peut aussi conduire au syndrome des portes tournantes où l'expert peut être à l'œuvre indifféremment dans les mouvements sociaux, les ministères, les lobbies ou l'entreprise privée. Dans certains cas, les experts ayant gagné leurs galons au sein des mouvements sociaux feront le saut en politique partisane, et pas nécessairement dans des partis offrant une perspective progressiste. La razzia effectuée par Sarkozy dans la pépinière des mouvements sociaux français montre bien qu'après avoir établi leur réputation dans les couloirs de la gauche, certaines et certains hésitent peu à l'appel du pouvoir.

L'idéologisation du discours porté par un mouvement social peut aussi faire fuir un certain nombre de personnes et encarcanner un mouvement social dans une vision trop étroite du monde. Celle du communautarisme conduit

à ne voir la dynamique sociale que comme l'addition d'intérêts particuliers et la formulation de droits sociaux et économiques à géométrie variable. Cette dérive peut être la conséquence d'un certain relativisme moral et de rectitudes trop faciles. Ainsi, on acceptera la préséance de préceptes religieux pour certains groupes sociaux au détriment de l'application d'une règle commune. On justifiera également des pratiques douteuses en matière d'égalité hommes-femmes ou de respect de l'environnement sous prétexte de particularités culturelles. Certains mouvements sociaux pourraient opportunément profiter de leur popularité conjoncturelle pour s'approprier des ressources au détriment d'autres mouvements, moins populaires ou jugés trop combattifs par les décideurs publics. Enfin, le danger est bien réel pour les mouvements sociaux et leurs antennes locales de se satisfaire d'une fonction de gérance des problèmes sociaux dans le cadre de partenariats qui ne sont pas toujours sans risque pour leur intégrité et leur autonomie.

### **QUEL AVENIR POUR LES MOUVEMENTS SOCIAUX PROGRESSISTES ?**

L'expérience québécoise montre que les mouvements sociaux sont devenus des acteurs politiques incontournables. À droite, il y a l'armée de partis politiques qui, à l'instar des Républicains aux États-Unis et des Conservateurs *Canadian*, constitue l'armée des partis politiques militaristes, socialement réactionnaires et partisans d'un laisser-faire économique dont les conséquences désastreuses apparaissent maintenant évidentes et cruellement dévastatrices pour la grande majorité des citoyennes et des citoyens. Contrairement à leurs homologues progressistes, ces mouvements, forts des dogmes auxquels ils adhèrent, riches des dons qui leur arrivent de partout, plus homogènes idéologiquement, semblent plus disciplinés. Pour leur part, les mouvements sociaux progressistes, trop souvent prisonniers d'étroites rectitudes conduisant à d'inutiles combats, doivent maintenant apprendre à coordonner leurs efforts et se donner une perspective commune. Ils doivent se méfier de certaines tendances communautaristes les amenant, pour certains, à privilégier les intérêts de « leur clientèle », au risque parfois de mal servir le bien commun. Ils doivent aussi, dans certains cas, résister à la facilité du relativisme moral produit par une conception individualiste – à la manière de Max Stirner – des exigences éthiques, lequel conduit à un communautarisme générateur d'une fragmentation de la société.

Capables de se poser en experts dans différents domaines, les mouvements sociaux doivent conjuguer leurs efforts pour réaliser une synthèse pouvant conduire à un programme commun d'action axé sur quelques thèmes essentiels : a) l'affirmation de la souveraineté du citoyen et la mise en place de lieux permanents d'expression de la volonté populaire ; b) des propositions

de réformes de la fiscalité afin d'éventuellement sortir le salarié du carcan de l'impôt sur le revenu des particuliers et de forcer l'imposition maximale de l'enrichissement sans cause; c) un important effort de conscientisation touchant notre mode de production qui est fondé sur l'idée absurde du progrès économique constant dans un monde aux ressources illimitées, la recherche d'un maximum de profit à court terme et la pression d'une productivité qui taxe lourdement la santé, si ce n'est la vie des personnes; d) un essentiel travail de conscientisation visant à proposer une autre façon de consommer d'où serait exclue une consommation fondée sur le fait que ce que nous consommons n'a strictement rien à voir avec nos besoins essentiels ou légitimes. Par exemple, piloter un Hummer n'a rien à voir avec la nécessité de se déplacer, un jean griffé Versace n'a rien à voir avec la nécessité de s'habiller et s'attarder sous la douche pendant trop de temps ne nous rend pas plus propre, mais dépense inutilement une précieuse énergie. Le mode de consommation qui nous est proposé repose largement sur une «économie des signes» en fonction de laquelle notre réalité est occultée au profit de ce qu'on a l'air. Le monde occidental de la consommation est aussi celui du gaspillage éhonté des ressources et un facteur majeur des problèmes reliés à l'équilibre environnemental. e) La recherche d'un élargissement maximal des solidarités internationales dans la perspective d'un meilleur partage des ressources; f) la poursuite de la lutte pour l'égalité hommes-femmes et pour l'élimination de la violence systémique dont elles sont les victimes.

Un tel programme doit se fonder sur une lecture globale de la réalité socioéconomique et une capacité accrue à établir des liens entre les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Il exige une solidarité maximale et ouvre la porte à des changements structuraux aussi indispensables que majeurs. Il entraîne certaines transformations dans les pratiques, notamment pour certains mouvements comme le mouvement syndical qui tarde à s'adapter aux nouvelles réalités, si ce n'est, «*if you can't beat them, join them*» en se faisant investisseur.

Bref, les mouvements sociaux sont appelés à jouer un rôle accru dans l'identification des problèmes socioéconomiques et dans leur résolution. Dans le contexte actuel de crise et d'insécurité à l'échelle planétaire, ils devront accélérer le passage au stade des propositions concrètes. Dans cette perspective, s'ils peuvent certes s'associer stratégiquement à des organisations politiques existantes capables de relayer et donner corps à leurs aspirations et leurs exigences; il se peut aussi que dans certains contextes il leur faille s'atteler à la mise en place d'indispensables relais. Ce qui semble cependant dépassé et ce que montre bien l'impuissance des partis de gauche traditionnels dans les sociétés occidentales, c'est que l'action des mouvements



sociaux soit subordonnée à un parti. La proposition est aujourd'hui inversée : les mouvements sociaux constituent la meilleure expression des besoins et aspirations populaires à ce stade-ci de l'histoire humaine et leurs leaders ont plus de crédibilité populaire que tous les autres. Cependant, à cause de leur hétérogénéité au plan idéologique et au plan des identités de classes, à cause du caractère aléatoire de l'engagement des citoyennes et des citoyens qui s'y activent, ils ont impérativement besoin d'organisations plus larges, capables de porter au niveau du pouvoir décisionnel la vision du monde dont ils sont tributaires.

## CONCLUSION

Les mouvements sociaux s'activent aujourd'hui dans toutes les sphères de l'activité humaine. Certains d'entre eux disposent de ressources humaines et financières importantes. Conséquence de la démocratisation de l'accès aux études, les mouvements sociaux disposent d'une banque de ressources compétentes et tout à fait aptes à construire une analyse du développement social fondée sur les besoins réels des populations. Si la principale fonction des mouvements sociaux est d'abord éducative, ils sont aussi des lieux de regroupement des citoyennes et des citoyens désireux d'affirmer leur souveraineté. S'il ne fait aucun doute que les mouvements sociaux constituent une force politique majeure non seulement dans les sociétés démocratiques, mais aussi dans celles qui le sont moins ou qui ne le sont pas, il demeure tout aussi certain qu'ils doivent stratégiquement s'associer à des relais politiques aptes à porter leurs revendications et leur projet social au niveau du pouvoir décisionnel. À cause de leur finalité, le choix des mouvements sociaux ne peut être que stratégique, ne serait-ce que parce que la dynamique du pouvoir impose des contraintes qui ne sont pas les leurs. Dans ce cadre, les mouvements sociaux doivent garder toute la latitude nécessaire à une évaluation permanente de l'état des sociétés, quitte à remettre en question lorsque nécessaire des alliances politiques improductives ou sclérosées. Ainsi, il ne faudra pas s'étonner que des partenariats féconds aujourd'hui se transforment éventuellement en rapports conflictuels.

Dans ce sens, les mouvements sociaux sont à la fois des laboratoires d'idées nouvelles, des outils destinés à favoriser l'exercice permanent de la citoyenneté, des incubateurs de solidarité et des sentinelles sociales qui doivent continuellement rester éveillées. Telle est à mon sens leur quadruple utilité.